Royaume-Uni : Les ‘anti-brexit’ en marche – Une situation complexe

jeudi 1er novembre 2018, par FALCONER Colin (Date de rédaction antérieure : 24 octobre 2018).

Samedi 20 octobre, 700 000 personnes ont manifesté à Londres pour demander un deuxième référendum sur le brexit – ou plus précisément un People’s Vote sur les termes qui auront été négociés entre l’UE et le gouvernement britannique.

Ce fut une des plus grandes mobilisations de l’histoire du Royaume-Uni, derrière celle de 2003 contre la guerre en Iraq, mais avant celle de 2002 organisée par la Countryside Alliance (l’alliance des campagnes) contre … l’interdiction de la chasse à courre.

Il faut analyser cet événement considérable avec beaucoup de prudence. Faut-il la voir principalement comme l’expression d’une opposition ‘progressiste’ et antiraciste au brexit face à la montée de la xénophobie qui a accompagné le referendum de 2016 ? Ou comme un mouvement pro-Union Européenne (il y avait naturellement beaucoup de drapeaux européens) ? Il y a sans doute beaucoup d’ingrédients et il serait dangereux de trop généraliser.

L’interpréter comme un rejet du nationalisme serait au minimum exagéré, dans la mesure où beaucoup d’opposants au brexit pensent que celui-ci va justement à l’encontre de « l’intérêt national ». Tout au moins ils rejettent le nationalisme caricatural d’un Boris Johnson (le leader de la faction eurosceptique du parti conservateur) ou d’un Nigel Farage (le député européen et ancien leader du parti xénophobe, UKIP).

Pour ses organisateurs-trices et beaucoup des participant-e-s, le but était surtout de revendiquer une consultation populaire au nom de la démocratie, même s’ils/elles n’ont jamais caché leur volonté d’empêcher le brexit. L’un des ‘Marcheurs’ les plus connus, Alastair Campbell, en se félicitant du succès de la Marche, a affirmé que le gouvernement devait entendre « la voix du peuple ». Ce qui ne manque pas de piquant, car Campbell était en 2003 le principal communicant de Tony Blair – celui qui mentait de façon éhontée au sujet des prétendues « armes de destruction massive » de Saddam Hussein – et il n’a pas eu le même souci de respecter la volonté populaire à l’époque.

Ce détail résume le principal problème de cette manifestation. Comment se positionner par rapport à un mouvement lancé et animé, certes, par quelques personnalités venant de la gauche (l’ancienne dirigeante des Verts, Caroline Lucas, quelques députés du parti nationaliste gallois …) mais beaucoup plus de l’aile droite du parti travailliste, du Parti libéral-démocrate (un peu l’équivalent du Modem) et de la droite ? Pour certains travaillistes il y avait une motivation non-avouée mais assez transparente : soutenir ce mouvement est aussi une tactique pour mettre Jeremy Corbyn en difficulté sur une question où ils estiment qu’il est plus vulnérable que d’autres. Il est en même temps évident que beaucoup d’admirateurs de Corbyn ont manifesté le 20 octobre, même si, selon des observateurs, il y avait peu de banderoles des sections du parti travailliste.

Les milieux d’affaires s’inquiètent de plus en plus des conditions dans les lesquelles le brexit aura lieu, et ils se plaignent des effets de l’incertitude créée par les longues négociations avec les

représentant-e-s de l'UE. En 2018 l'homme d'affaires Julian Dunkerton a fait un don au mouvement pour un People's Vote d'un million de livres.

Trois jours avant la Marche, le journal *The Guardian* a publié une tribune en sa faveur signée par l'ancien premier ministre travailliste Tony Blair (fervent partisan de la guerre en Iraq, ami du régime saoudien, conférencier milliardaire et j'en passe), Nick Clegg (ancien vice-premier ministre libéral-démocrate dans un gouvernement de coalition avec le conservateur David Cameron, aujourd'hui un des vice-présidents du géant américain Facebook) et le baron Michael Heseltine (ancien ministre de Margaret Thatcher et vice-premier ministre de droite sous John Major). Aucun des trois ne peut être traité de 'progressiste', même au sens macronien du terme.

Tout ceci ne signifie pas que les participant-e-s de la Marche partagent les objectifs des politiques et des lobbyistes pro-Remain. Beaucoup ont sans doute défilé malgré le rôle joué par ces gens-là, et parce qu'ils estiment que la faction pro-brexit de la classe dirigeante est encore plus révoltante (et ils ont quelques raisons de le penser). Le vote pour et contre le brexit ne s'est pas fait sur des lignes de classe bien nettes et la manifestation du 20 octobre n'était sans doute pas – ou pas complètement – une « manifestation des classes moyennes » comme certains camarades l'ont caricaturée.

Ce qu'on peut dire est que la majorité des manifestant-e-s manquent de clarté sur la nature de l'UE. La sortie de l'UE est clairement opposée depuis le début par une fraction très importante du patronat, ainsi que par une grande partie des professions libérales et des « classes moyennes » éduquées, des étudiant-e-s etc. La campagne pour un People's Vote agrège des mouvements et des individus ayant des intérêts contradictoires, mais elle sert principalement les intérêts de la fraction du patronat qui préfère l'intégration dans le marché unique européen à une sortie hasardeuse.

Malgré cela, une partie de la gauche radicale, effrayée par la montée du racisme et hostile aux courants souverainistes de droite et (dans une bien moindre mesure) de gauche, a également choisi de soutenir le maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Aujourd'hui ils soutiennent la revendication d'un People's Vote.

Ces courants, qui ont milité pour 'Une Autre Europe est Possible' (position restée cependant aussi inaudible que celles des camarades qui soutenaient le Lexit, c'est-à-dire la sortie de l'UE sur des bases antinéolibérales), connaissent pour la plupart la nature de l'UE, le contenu des traités et son traitement des migrant-e-s. Ils connaissent également l'histoire récente de la Grèce. Mais ils considèrent que, tout compte fait, sortir de l'UE dans le contexte actuel représente un trop grand danger pour les travailleur-euse-s britanniques et les résident-e-s communautaires.

L'histoire récente du Royaume-Uni n'a pas facilité une prise de conscience à une échelle de masse, ni même au niveau des militant-e-s, de l'UE comme un 'club des patrons' ayant comme but la défense des intérêts capitalistes à l'échelle du continent. Les attaques contre le mouvement ouvrier, l'austérité, les privatisations ont été l'œuvre des gouvernements britanniques successifs depuis au moins l'époque de Margaret Thatcher (mais on oublie souvent de remarquer que l'UE et les autres gouvernements européens se sont fort bien accommodés de cette évolution dont ils se sont souvent inspirés). Dans une situation de recul au niveau européen, les liens entre les gauches radicales et les mouvements sociaux britanniques et européen-ne-s – jamais très forts – se sont encore distendus. C'est une situation qui n'est pas de nature à favoriser l'émergence d'une stratégie commune face aux grandes entreprises européennes, aux banques et à l'UE.

Pour toutes ces raisons, donc, l'idée s'est répandue que, pour éviter de nouvelles attaques contre les populations les plus vulnérables, la meilleure réponse est … de rester dans l'UE, sans dans la majorité des cas remettre en cause la nature de celle-ci. Ceci est naturellement une illusion et c'est sur le terrain des luttes et d'une possible victoire travailliste aux urnes qu'il est possible de

renverser le rapport de forces, pas en comptant sur l'UE ou sur un quelconque axe 'progressiste' de pays européens (surtout s'il est mené par la France de Macron !).

Il sera nécessaire de lutter quel que soit le résultat des négociations avec l'UE ou d'un éventuel deuxième referendum. Et pour cela il est indispensable que le mouvement ouvrier ne se divise pas de nouveau sur la question du brexit. De ce point de vue les conséquences d'une deuxième campagne référendaire seraient négatives pour notre camp social, quel que soit le résultat.

L'un des principaux enjeux actuellement est de mieux lutter contre le racisme et l'extrême-droite. Pour cela il faut mener un combat d'idées, impliquer les syndicats et les partis de gauche, mobiliser dans la rue … Les antiracistes les plus déterminé-e-s ne se trouvent pas tou-te-s du côté du Remain ou d'un People's Vote, loin de là. Et si parmi les 700 000 Marcheurs, la majorité est sans doute sincèrement convaincue que le brexit est une mauvaise chose pour la « cohésion sociale », très peu sont activement engagés dans ce combat. S'il y avait seulement dix pour cent d'eux dans la rue pour défendre les victimes du racisme et de la xénophobie (ou pour manifester ou faire grève pour défendre les intérêts des classes populaires contre les attaques néolibérales) ce serait un énorme progrès.

Malheureusement, le niveau de luttes est au plus bas. Lors des dernières mobilisations antiracistes, ce n'était pas 70 000 personnes qui sont descendues dans la rue, mais même pas 7 000, à tel point que parfois les antifascistes étaient 4 ou 5 fois moins nombreux-ses que les nervis d'extrême-droite recrutés parmi les groupes de supporters 'ultra'. Et parmi cette minorité courageuse, beaucoup ne sont pas pour un People's Vote, soit parce qu'ils sont opposés à l'UE, soit parce qu'ils considèrent qu'un deuxième vote aurait comme effet de ranimer les tensions qui ont apparu lors du referendum de 2016, au profit justement de l'extrême-droite.

La réalité, comme toujours, est complexe. De nombreuses explications contradictoires existent du vote des Britanniques et des pronostics ont été invalidés. Il y a bien eu un pic d'agressions xénophobes et il existe encore un fort sentiment d'insécurité chez les nombreux-ses résident-e-s communautaires. Mais il n'y a pas eu une vague de 'pogroms', ni un triomphe de la droite dure. Le parti xénophobe UKIP, que beaucoup donnaient comme principal bénéficiaire si le brexit était majoritaire, a implosé (sa nouvelle direction essaie aujourd'hui d'accrocher son wagon au train de l'extrême-droite). Boris Johnson, le chef de file des eurosceptiques de droite n'a pas été propulsé à la tête du gouvernement et a même dû se résigner à préparer sa revanche depuis les bancs des députés conservateurs. Et pendant ce temps à gauche le mouvement en faveur de Jeremy Corbyn a continué à se développer, notamment dans la jeunesse, mettant la question sociale et la politique de classe au centre du débat public. C'est bien sûr sur ce terrain-là que le combat doit se situer, et non sur celui du brexit. Ou comme dit beaucoup de militant-e-s, le vrai People's Vote serait des élections générales suivant une dissolution du parlement par une Theresa May embourbée dans ses contradictions.

Plus récemment il y a eu une résurgence de l'extrême-droite, sous une forme particulièrement dangereuse, avec des manifestations de rue pratiquement toutes les semaines qui réunissent dans certains cas jusqu'à 15 000 personnes (mais parfois quelques dizaines ou centaines seulement, grâce à l'opposition qu'elles rencontrent dans la rue et à leurs propres divisions).

Cette extrême-droite ne se base pas principalement sur la question du brexit ; ni même sur la 'concurrence' des travailleur-ses venant de l'Europe de l'Est, mais sur la prétendue menace islamiste et l'incompatibilité supposée de l'islam avec la culture britannique. Elle paraît de plus en plus, non pas comme un simple courant populiste, eurosceptique et xénophobe, mais comme un véritable fascisme, raciste, macho, violent, militariste, hostile aux syndicats et aux « traîtres » de gauche (Corbyn en tête).

Cette montée d’une extrême-droite dure a des racines profondes et des causes multiples. Pour la combattre il faut unir toutes les forces antiracistes, en impliquant des syndicalistes, des militants travaillistes et d’autres partis ou aucun, quelques soient leurs divergences sur le brexit. Il en va de même pour la lutte contre les politiques austéritaires et pour un gouvernement travailliste ayant la volonté et la capacité (grâce au rapport de forces) d’appliquer un programme de gauche.

Colin Falconer

P.-S.

- https://www.ensemble-fdg.org/content/royaume-uni-les-anti-brexit-en-marche